



NOTICE HISTORIQUE

⇒ Le Camp de Saint-Maurice-l'Ardoise (Saint-Laurent-des-Arbres, Gard)

Le camp de Saint-maurice-l'Ardoise : de 1962 à 1976, le camp, utilisé comme camp de transit et de reclassement, accueille des harkis.

Au début de l'année 1965, le camp de Saint-Maurice devient une « cité d'accueil et d'hébergement » pour les personnes jugées « incasables » ou « irrécupérables », c'est-à-dire « inaptes au travail », « dépourvues de ressources » ou « incapables de vivre en milieu ouvert sans assistance sociale et sanitaire ». Dès lors, le camp héberge autour de 800 personnes, veufs ou veuves, infirmes, âgées ou malades souffrants de troubles physiques ou psychologiques, souvent accompagnés de leurs familles, vivant isolées et dans des conditions d'hébergement qui ne cessent de se dégrader.

Durant l'été 1975, le camp a été, avec celui de Bias, le principal foyer du mouvement de révolte des « harkis », qui s'est étendu à tout le pays. Quelques jours après Bias, la révolte y a éclaté le 19 mai 1975 et s'est poursuivie jusqu'en septembre. Le 19 juin, le directeur du camp a été pris en otage par des jeunes ayant grandi dans le camp, armés et cagoulés. Le mouvement a conduit le Conseil des Ministres du 6 août à annoncer la fermeture des camps et des mesures en faveur de l'indemnisation, du logement, de la formation professionnelle et de l'emploi des harkis et de leurs enfants. Le camp de Saint-Maurice-l'Ardoise est fermé officiellement le 31 décembre 1976, puis rasé, après avoir relogé l'ensemble des familles dans le Gard et les départements voisins. Il reprend finalement son usage premier de camp militaire. En 1992, une plaque en hommage aux harkis est apposée dans le camp.

⇒ Qui sont les harkis ?

Un **harki** désigne, au sens strict, un individu servant en Algérie coloniale dans une formation paramilitaire, un **harka**. Le mot est un dérivé de l'arabe حرك (« harka »), qui signifie mouvement.

Quel est le rôle des harkis ? ⇒ Les harkis sont des Algériens recrutés localement comme auxiliaires de l'armée française durant la guerre



d'Algérie (1954-1962) pour lutter contre le FLN. Mais au lendemain des accords d'Évian du 18 mars 1962, consacrant la défaite française en Algérie, le gouvernement français refuse le rapatriement massif de ces quelques 200 000 hommes. Seuls quelque 42 000 harkis, accompagnés parfois de leurs femmes et enfants, sont évacués en France par l'armée et transitent par des camps aux conditions de vie souvent indignes. Quelque 40 000 autres y parviennent par des filières semi-clandestines ou clandestines. Au total, entre 80 000 et 90 000 personnes arrivent en France selon certaines estimations, pour la majorité entre 1962 et 1965. Les autres, désarmés, sont livrés à leur sort en Algérie. Considérés comme des traîtres et des collaborateurs par le nouveau régime, ils sont victimes avec leurs familles de sanglantes représailles.

Massacre des harkis ⇒ Le 29 octobre 1961, la France pose le principe de non représailles selon lequel l'État algérien s'abstiendrait de toute sanction contre les musulmans engagés pour la France. Ce que le FLN accepte le 9 novembre 1961, mais ne respecte pas. À partir de l'indépendance de l'Algérie, le 3 juillet 1962, la situation bascule. Des chefs régionaux du FLN appellent ouvertement au massacre de tous les harkis. Des civils sont assassinés, d'autres sont atrocement torturés dans des « centres d'interrogatoires » puis exécutés. Des harkis sont crucifiés sur des portes, certains ont la musculature arrachée avec des tenailles. Les massacres incluent parfois des femmes et des enfants. Le nombre de harkis tués après le cessez-le-feu varie selon les estimations entre 10 000 et 150 000 mais reste incertain. Il semble qu'en 2005, les historiens s'accordent à évaluer de 60 000 à 70 000 le nombre de morts.

Reconnaissance française

⇒ Le 14 avril 2012, **Nicolas Sarkozy** a officiellement reconnu, sans rappeler le contenu de l'accord de cessez-le-feu, la responsabilité du gouvernement français dans « l'abandon » des harkis après la fin de la guerre d'Algérie. Il décrète : « La France se devait de protéger les harkis de l'Histoire, elle ne l'a pas fait. La France porte cette responsabilité devant l'Histoire.

⇒ Le 25 septembre 2016, c'est au tour de **François Hollande** de reconnaître la responsabilité française dans les massacres de harkis. Il affirme : « La reconnaissance de la responsabilité de la France est un acte symbolique qui fait avancer la paix des mémoires, de toutes les mémoires de la guerre d'Algérie, de ses mémoires blessées »

⇒ Le 25 septembre 2018, plusieurs cérémonies ont eu lieu partout en France en hommage aux harkis.

⇒ Qui sont les pieds-noirs ?

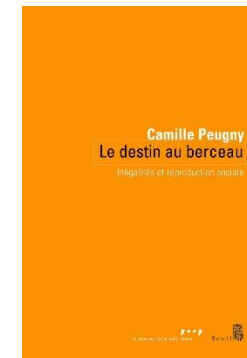
Ce sont les enfants des Français nés sur le territoire Algérien et vivant en Algérie (considérant l'Algérie française comme leur patrie) ; puis Français originaire d'Algérie.



Lecture recommandée à ce sujet

Alice Zeniter est la fille d'un immigrant algérien dont le père, son grand-père était un ancien Harki. Ce roman « L'art de perdre » paru en 2017, a reçu une demi-douzaine de prix littéraires dont le **Prix Goncourt des Lycéens en 2017**

UNE QUESTION POUR LA REFLEXION



Selon les statistiques de l'observatoire des inégalités : -seul **4%** des enfants issu **d'un milieu social humble** arrivent à décrocher un bac +5 contre **60%** des enfants de **cadres**.

Camille Peugny aurait-elle raison quand elle écrit dans son livre *Le destin au berceau*, publié en 2013 : « Après la révolution

française, les conditions de naissance continuent à déterminer le destin des individus : On ne devient pas ouvrier, on naît ouvrier » ?

LES Incasables Rachid Zerrouki



Avant propos (p.7 du livre) Madjid, l'incasable

Février 1972, Saint-laurent-des-Arbres, languedoc-Roussillon

Il est huit heures. Madjid, un petit garçon **chéatif**, s'achemine vers l'école. Il **grelotte** sous un vêtement insuffisant, il a le teint **have**, et porte toutes les marques d'une faiblesse native. (...) Il faut dire qu'au camp de *Sainte-Maurice-l'Ardoise, où il loge avec sa famille, les installations sanitaires sont déplorables et les douches ne marchent plus depuis une semaine (...) C'est un peu mieux que quand les gens vogaient sur une mer de boue à chaque pluie, mais les baraques destinées aux ***harkis** sont en très mauvais état (...) La plupart des habitants du camp ont été relogés, ne restent que **les gueux** et leurs familles, des blessés de guerre inaptes au travail, les personnes âgées ou les malades souffrant de troubles physiques ou psychologiques : celles et ceux que François Missoffe, secrétaire d'État chargé des Rapatriés, nommait publiquement les « déchets » ou encore les « incasables » (...)

S'il en est un qui expérimente des difficultés **insurmontables** dans cette classe, c'est bien Madjid. Le courage serait donc la réponse au gouffre qui le sépare du certificat d'études, lui qui tourne à vingt ou trente fautes par dictée, tandis que la barre éliminatoire est fixé à cinq ? Du

courage pourtant, il en a. Il en faut pour vivre à *Saint-Maurice-l'Ardoise. Les bagarres entre anciens et nouveaux arrivants, ou entre métropolitains et ***pieds-noirs**, sont fréquentes. À douze ans, Madjid connaît déjà les blessures, les intimidations et les menaces de règlements de comptes (...) Madjid est habité par le courage. Mais face à l'arithmétique, l'orthographe, l'histoire ou la géographie, il se sent comme devant les barbelés qui entourent *le camps de Sainte-Maurice-l'ardoise : impuissant.

1 (p.15 du livre)

À moi, l'École a tout donné

Le Maroc, années 1990

À l'âge de six ans, trois individus incarnaient pour moi le mal absolu : Jessis, James et le directeur de mon école primaire au Maroc. (...)

La maîtresse nous avait pourtant prévenus le jour même de la rentrée que les premiers oublis donneraient lieu à de simples coups de bâton sur les mains (...) Je n'avais, pour ma part, jamais goûté aux sanctions les plus extrêmes. Une fois seulement j'avais reçu dix coups de bâton. (...) Le lendemain, mes parents allèrent se plaindre à la maîtresse (...) la réalité était qu'avec un père lui-même professeur je faisais partie des intouchables. Les violences les plus cruelles étaient réservées aux parias, aux marginaux, aux derniers de la classe, à ceux que personne ne venait chercher le soir après les cours. L'institution ne maltraitait que ceux qui avaient le plus besoin d'elle. (...)

Mon école se trouvait dans le quartier Al Adarissa, à Fès. C'est dans cette ville, capitale culturelle et spirituelle du Maroc, que je suis né en 1992, d'un père et d'une mère marocains. (...) J'étais à l'école marocaine où on m'enseignait la langue du Maroc, l'histoire du Maroc et la religion du Maroc. (...) Je quittai mon école marocaine pour aller à l'école française de Fès, où l'on m'apprit la langue de France et l'histoire de France. (...) Je me suis retrouvé dans la même classe que les petits bourgeois de Trek Sefrou. Il faut bien comprendre que ces gosses de riches-là n'étaient pas ceux du centre de Rabat ou de Casablanca, ce n'étaient

pas des enfants d'artistes, de journalistes ou d'écrivains dont j'aurais pu absorber le capital culturel. Leurs parents avaient plutôt fait fortune dans l'immobilier (...) Cette santé financière leur permettait de déboursier les quelques milliers d'euros par an nécessaires pour inscrire leurs enfants à l'école Jean-de-la-Fontaine qui pour moi, en tant que français et boursier, était gratuite. Nous étions peu nombreux dans mon cas, et les écarts entre les niveaux de vie donnaient lieu à un mépris violent : toute absence de signe ostentatoire de richesse était prétexte **aux railleries** (...)

France, années 2000 (p.22 du livre)

À l'issue de ma troisième, lorsque mon père est arrivé à l'âge de la retraite, il a été décidé que nous déménagerions en France. Le Maroc offrant si peu de perspectives à sa jeunesse, ma famille jugeait que ce serait préférable pour notre avenir d'étudier ailleurs. (...) En 2007, nous sommes ainsi arrivés **sans encombre** à Sète, la Venise du Languedoc. La fin du périple nous a menés à Cavaillon où nous avons de la famille prête à nous héberger le temps que nous trouvions un logement : un appartement dans **une HLM** du quartier du Docteur -Ayme, décrit ainsi par Luc Bronner dans *Le Monde* : « *Murs tagués, espaces publics dégradés, cage d'escaliers ravagés, saleté repoussante, ascenseurs régulièrement bloqués, et cette odeur d'urine qui vous prend à la gorge dès que vous pénétrez dans les immeubles.* » Un portrait fidèle à la réalité. Dans ce quartier habitaient essentiellement des familles d'origine maghrébine. (...) En septembre 2016, j'enseigne en SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté). On m'avait expliqué que ces postes faisaient peur et étaient donc peu demandés par les enseignants (...) l'occasion pour moi d'obtenir un temps plein dans une école appartenant à un réseau d'éducation prioritaire.....

SI VOUS AVEZ AIMÉ, ALORS QU'ATTENDEZ-VOUS,

Coups de coeur

LISEZ CE ROMAN !!



